

QUI EST RESPONSABLE ?

Le Parti ouvrier indépendant (POI) condamne l'exécution du jeune Nahel par un policier à Nanterre lors d'un contrôle routier. Le POI soutient la famille et ses proches. Les obsèques de cet adolescent de 17 ans n'avaient pas encore eu lieu que le président Macron a condamné hier les « *violences pures et injustifiables qui n'ont aucune légitimité* » ajoutant appeler les parents « à la responsabilité » tout en envoyant des blindés de la gendarmerie.

Qui est responsable de cette situation ? À quelle violence est confrontée l'immense majorité de la population ?

La violence de l'abandon de zones entières dépouillées d'année en année de leurs services publics, de leurs écoles, de leurs personnels titulaires, de leurs programmes d'instruction, de leurs hôpitaux, de leurs lits, de leurs services d'urgence...

La violence de l'inflation qui plonge des populations entières dans le dénuement le plus total, contraintes de recourir aux files alimentaires pour pouvoir survivre : une personne sur six ne mange plus à sa faim dans ce pays.

La violence des conséquences de la « réforme » de l'assurance chômage, qui exclut les salariés les plus précaires, et plus récemment de la « réforme » des retraites, qui impose en particulier aux salariés qui subissent l'exploitation la plus dure de « choisir » entre mourir au travail en allant jusqu'à 64, 65, 66, 67 ans... ou partir avant avec une retraite de misère, pendant que les actionnaires des grands trusts engrangent des milliards de profits.

La violence du service national universel (SNU), dont l'objectif est d'apprendre aux jeunes à être performant pour tuer, casser, détruire, et d'en faire même le domaine de l'éducation nationale, à l'inverse de sa vocation fondamentale, des valeurs de l'école qui subissent au même moment une offensive de destruction. Ce faisant, des milliers de jeunes et au-delà se voient inculquer que c'est par la violence, la guerre, les destructions et l'exacerbation des conflits que se règlent les problèmes. C'est ainsi que sont déversées des centaines de milliards pour l'armement (augmentation de 40 % du budget militaire pour les sept prochaines années, soit 413 milliards d'euros pour la guerre), pendant que l'éducation nationale et les services publics sont étranglés. Tel est le modèle dont on veut imprégner toute la société. On en voit les dégâts et la barbarie.

La violence des institutions de la V^{ème} République, du 47-1, du 44-3, du 49-3... qui ont permis au gouvernement de faire passer la « réforme » des retraites contre l'avis de l'écrasante majorité du pays, la totalité des organisations syndicales, sans qu'il n'y ait eu le moindre vote à l'Assemblée nationale.

Sans oublier la violence policière d'État autorisée et aggravée par la loi du 28 février 2017 – notamment l'article L. 435-1 – impulsée par le Premier ministre socialiste de l'époque, Bernard Cazeneuve, sous le quinquennat Hollande, qui délivre un véritable permis de tuer aux forces de l'ordre dans l'exercice de leur fonction, qui encourage les mutilations (yeux crevés, mains arrachées) commises en manifestation comme pendant les Gilets jaunes. Sans oublier non plus la violence de l'humiliation vécue par les contrôles permanents au faciès lorsqu'il n'y a aucun contrôle à la sortie des boîtes de nuit des beaux quartiers.

Et le pouvoir et ses soutiens de s'étonner que toutes ces violences entraînent de l'exaspération, du désespoir, de la colère, et *in fine* des dégâts ? Et le pouvoir et ses soutiens de faire porter la responsabilité sur les parents ? Les travailleurs, les exploités et leur famille, à qui on refuse toutes les revendications et qui n'arrivent plus à faire vivre décemment leur famille et leurs enfants à qui on refuse tout avenir et qu'on désespère, sont sur le banc des accusés !

Qui est responsable de cette situation ?

C'est le président Macron et ses soutiens, qui se sont inscrits dans toutes les politiques menées depuis des décennies de V^{ème} République, toutes composantes confondues, chacune à leur place (aujourd'hui le tandem Macron/Borne, tous deux hier membres des gouvernements de Hollande et Cazeneuve), et qu'ils veulent « quoi qu'il en coûte » amplifier au compte de la minorité de capitalistes qui se gavent en cherchant à détruire tous les acquis ouvriers et de civilisation.

C'est le président Macron et ses soutiens qui, depuis les Gilets jaunes jusqu'aux manifestations contre la loi « sécurité globale » en passant par la première puis la deuxième « réforme » des retraites, a érigé la répression comme « fonctionnement normal » de l'appareil d'État.

C'est le président Macron et les gouvernements successifs au compte d'une infime minorité de profiteurs, qui, pour se maintenir, pour maintenir le régime fondé sur l'exploitation la plus féroce de toutes les couches les plus exploitées au profit des grands groupes capitalistes

qui font exploser tous les ans des records de bénéfices, n'ont eu de cesse de systématiser la répression comme seul moyen pour imposer leur politique contre l'immense majorité de la population.

C'est bien le président Macron et ceux qui lui ont ouvert la voie, les Hollande, Cazeneuve, Valls... qui, par leur déclaration de guerre à la population, ont créé une situation où la violence d'État mutile et tue.

Par une manœuvre de diversion inacceptable, le gouvernement accuse La France insoumise (LFI) d'être responsable de la situation. Alors même que LFI met en avant l'exigence de mesures d'urgence telles que le rétablissement des services publics qui ont été liquidés d'année en année dans les quartiers populaires.

Pour des millions, il est établi que le président Macron, son gouvernement, ses institutions sont à la

racine du problème. Dans les manifestations importantes qui ont eu lieu ces derniers jours, notamment avant-hier à Nanterre, leurs responsabilités sont directement pointées.

Les événements contre la « réforme » des retraites ont mis à nu le caractère antidémocratique des institutions de la V^{ème} République. Les événements de ces derniers jours mettent en évidence le chaos auquel conduit le maintien de ce système, la barbarie vers laquelle voudraient nous entraîner tous les représentants et les soutiens de l'ordre au bénéfice des capitalistes.

Résistance. Refus. Rupture.

Nous appuierons toutes les initiatives allant dans ce sens.

Paris, le 1^{er} juillet 2023